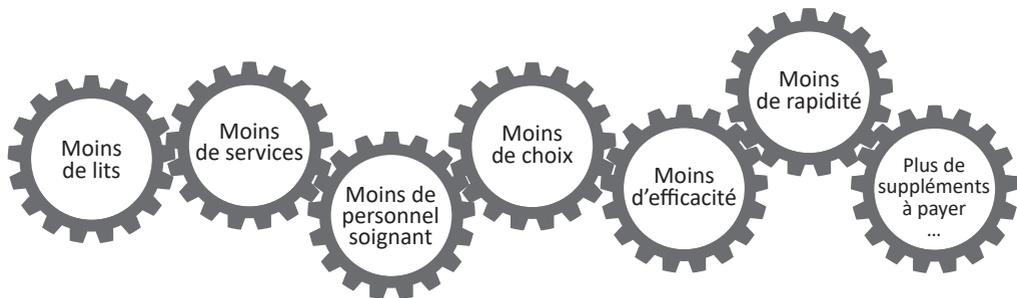


# Hôpitaux en péril



# Ziekenhuizen in gevaar



## Pourquoi « Hôpitaux en péril » ?

Les hôpitaux font face à de grands défis :

- Réforme du financement hospitalier et mise en réseau
- Economies budgétaires sur le secteur des soins de santé (900 millions d'€ dont 90 millions d'€ pour les hôpitaux)

Les hôpitaux publics, et le réseau iris en particulier, sont particulièrement touchés par ces économies et mettront tout en œuvre pour éviter :

- La limitation ou la réduction de l'offre de soins (personnel, lits et services aux patients)
- Les files d'attente
- L'augmentation des tarifs

**Nous aimons notre hôpital et souhaitons, par ce mouvement « Hôpitaux en péril » conscientiser tout le monde sur la nécessité d'une évolution centrée sur ce qui compte réellement : dispenser des soins accessibles et de la plus haute qualité possible. Quelques principes que nous défendons :**

- Offrir une stabilité et une visibilité sur le financement hospitalier
- Associer une réforme ambitieuse des réseaux hospitaliers avec une bonne allocation des moyens, dans un secteur qui occupe plus de 100 000 personnes en Belgique
- S'assurer d'une concertation large avec tous les acteurs des soins de santé (autorités, médecins, autres prestataires de soins, hôpitaux, membres du personnel et patients)

## Vos hôpitaux en péril ...



### 1) 2 ans pour rien !

Les hôpitaux iris, comme la très grande majorité des hôpitaux belges, sont favorables à la réforme envisagée par la Ministre de la Santé publique, Maggie De Block, en 2014. Ils sont demandeurs d'une refonte de l'organisation et du financement des soins de santé pour faire face aux défis du futur. Ils sont demandeurs d'avancer vers une logique de réseaux, entre hôpitaux et avec d'autres acteurs de soins, avec un échelonnement des soins entre différents niveaux. Ils sont demandeurs de plus de régulation et de mettre un terme à la loi de la jungle entre hôpitaux pour survivre ...

Les économies proposées fin octobre sont des obstacles majeurs à cette réforme. Aucun changement de système d'organisation et de financement aussi vaste, complexe et ambitieux ne peut réussir sans investir dans des moyens en suffisance pour le mettre en œuvre, sans planifier les étapes de ce changement sur plusieurs années, sans définir des priorités en adéquation avec les problèmes à résoudre ... Plus de deux ans après la déclaration gouvernementale sur la réforme des hôpitaux, rien n'est encore en place. A défaut, une diminution des financements de tout le monde est improvisée pour 900 millions d'euros ...

C'est comme si on imposait à tous les belges de passer immédiatement aux véhicules électriques en annonçant que le réseau de bornes électriques sera en place d'ici quelques années ...

### 2) Bruxelles, cible à peine cachée

Bruxelles est particulièrement visé ! Vu la concentration d'hôpitaux publics et universitaires, vu la précarité d'une partie importante de sa population, la capitale est, plus que les autres Régions, touchée par ces mesures d'économies dans le secteur hospitalier. Ceci justifie notre motivation supplémentaire à réagir à ces mesures.

Pour le seul réseau hospitalier iris, les économies demandées représentent une perte estimée à 14 millions d'euros en 2017 et 17 millions d'euros en 2018. L'addition est particulièrement salée et menace l'équilibre financier de nos institutions.

### 3) Les mesures risquent de toucher l'emploi dans les hôpitaux

Comme le montre l'étude annuelle MAHA réalisée par Belfius, un tiers des hôpitaux est bien portant, un tiers des hôpitaux est tout juste à l'équilibre, un tiers des hôpitaux est en déficit. Entre 60 et 70% des frais d'un hôpital sont des charges de personnel.

Les hôpitaux n'ont pas beaucoup d'autres pistes d'économies que ... l'emploi.

### 4) Le patient ne sera pas épargné : son hôpital sera plus cher, plus lent, plus restrictif

Contrairement à ce qui trop souvent exprimé, les économies demandées vont sensiblement affecter les patients. En effet, quelles sont les conséquences de ces mesures dont on ne parle pas au grand public ?

De nombreux médecins envisagent un déconventionnement, préférant la liberté tarifaire et la facturation de suppléments à charge des patients pour compenser les mesures imposées sur leurs honoraires.

De leur côté, pour réaliser des économies, les hôpitaux n'auront pas d'autre choix que de fermer des lits et des services. Certains hôpitaux risquent même de disparaître. Dans le même temps, les patients sont toujours plus nombreux et plus âgés. Qui va s'en charger ?

Ajoutées au maintien du numerus clausus, ces fermetures vont amener un allongement sensible des délais d'attentes : ce sont des semaines ou des mois auxquels il faut s'attendre pour obtenir un rendez-vous pour certaines pathologies.

### 5) Le réseau iris veut sensibiliser contre des mesures d'économies improvisées

Nous devons réagir à ces mesures, mais nous ne voulons pas en faire pâtir les patients en fermant nos portes ou en nous mettant en grève. Nous avons décidé d'une part de participer à la manifestation du 24 novembre à Bruxelles et, d'autre part, d'organiser des journées de sensibilisation au sein de nos hôpitaux, qui visent à alerter le grand public sur le danger que court leur hôpital devant des mesures d'économies décidées dans l'improvisation et sans accompagnement.

Après deux ans, la réforme de l'organisation et du financement des soins de santé tarde à aboutir. À la place, seules des mesures d'économies inadéquates et sans vision structurante pour le secteur sont adoptées.

Notre secteur ne peut pas devenir la variable d'ajustement du budget fédéral. L'enjeu des soins de santé est trop important que pour le résumer à des économies budgétaires.

*Contact : Etienne Wéry (iris)*

\*\*\*\*\*